

Note de synthèse de l'IGEN sur la réforme de l'enseignement primaire

Analyse du SE-UNSA

- ✓ **Poursuivre la mise en œuvre des réformes, une «évidence» qui ne va pas de soi !**

Les auteurs du rapport concluent leur introduction en affirmant qu'il est *évidemment* nécessaire de poursuivre la mise en œuvre de toutes les réformes. Le reste du rapport est loin de confirmer cette évidence.

- **La généralisation de la semaine de 4 jours :**
 - Le rapport parle de «*fatigue des élèves et des enseignants*», de «*réduction du temps de dialogue avec les familles*», de conséquences «*sur le temps de concertation des enseignants*» et surtout «*sur le temps consacré aux enseignements*». Faut-il, dans ces conditions, poursuivre la mise en œuvre d'une telle réforme ? La seule proposition formulée par l'IG pour application immédiate est la restriction des sorties scolaires et des interventions extérieures qui ne seraient que du «*grignotage de temps*» !
 - Signalons que le SE-UNSA s'est battu pour obtenir dans le projet l'inscription d'une organisation sur 9 demi-journées, possibilité qui n'était pas envisagée au départ. Il n'a obtenu cette «*concession*» que du bout des lèvres du ministre puisque cette organisation est considérée comme «*dérogatoire*». Les rapporteurs en appellent au ministre pour revenir sur une organisation préjudiciable aux élèves. Le SE-UNSA en est d'accord : il faudra effectivement un grand courage politique pour revenir sur une décision démagogique, qui répond aux besoins des adultes au détriment de ceux des élèves.
- **L'aide personnalisée :**
 - Rien de surprenant dans le bilan de l'Inspection. Il recoupe nos propres enquêtes : satisfaction engendrée par une relation plus individualisée, amélioration de l'estime de soi et des comportements. Mais - et le «*mais*» est de taille – les effets sur la réussite des élèves et sur leur parcours sont «*difficiles à mesurer*». Rappelons-nous du discours de Xavier Darcos : l'aide personnalisée devait réduire significativement l'échec scolaire ! Et même se substituer à l'aide spécialisée. Seule la mobilisation de la profession a permis de «*sauver les RASED*».
 - Pour le SE-UNSA, la recommandation des rapporteurs de supprimer tout temps d'organisation inclus dans les 60 heures est inacceptable. On ne peut pas d'un côté souligner le manque d'outils disponibles, appeler à la créativité pédagogique et de l'autre, refuser aux enseignants ce temps d'élaboration d'outils et d'échange collectif indispensable !

- **Les évaluations CE1 et CM2 :**

- 70% de remontées pour un dispositif obligatoire qui a fait l'objet d'une mobilisation sans précédent de la hiérarchie intermédiaire, et de pressions sur les collègues parfois, il n'y a pas de quoi pavoiser. Pas de quoi pavoiser non plus à propos d'un dispositif qui était censé aider les enseignants à mettre en place des remédiations pour les élèves en difficulté. De cette fonction, il n'est guère question dans le rapport. En revanche, pas de surprise lorsque l'IG affirme que «*les évaluations nationales constituent un puissant levier pour une mise en œuvre complète des programmes*». On l'avait bien compris, c'est bien là le seul objectif que peut remplir ces évaluations. Tout le reste n'est que littérature.
- Dans ce contexte, on comprend que pour les rapporteurs, il faut conserver le cadre, le même codage et le même calendrier. Avec, pour conséquence, de fournir aux enseignants une évaluation inutilisable pour la régulation des apprentissages. Le SE-UNSA ne peut accepter qu'on en reste là et réitère sa demande d'un groupe de travail sur les dispositifs d'évaluations nationales, leurs objectifs et leurs modalités. On voit par ailleurs poindre le risque de la comparaison des résultats entre écoles, sans objectivation par des critères sociaux, puisque la note évoque la possibilité de «*demander aux écoles des objectifs chiffrés d'amélioration des résultats*» ! C'est inacceptable. Certaines remarques laissent parfois pantois. Ainsi l'IG regrette qu'il n'y ait pas de mise en relation entre les évaluations CE1-CM2 (effectuées seulement en janvier et en mai) et les contenus de l'aide personnalisée qui débute en septembre ! Interprétation donnée par l'IG de ce manque d'adéquation : «*la très grande difficulté à faire bouger les enseignants de leur positionnement*» ! L'idée qu'un bilan effectué en janvier ou en mai ne puisse pas servir de diagnostic de début d'année scolaire ne semble pas même avoir effleuré nos inspecteurs généraux... De même l'IG préconise que les enseignants «*revoient les progressions et la gestion de l'avancée dans le programme*». ! Devrions-nous boucler le programme du cycle III en décembre pour satisfaire aux exigences d'une évaluation-bilan qui vient trop tôt ?

- **Les nouveaux programmes :**

- Il y a une certaine «ingénuité» à dire que les programmes ne font pas l'objet d'un refus et à constater ensuite qu'ils ne sont pas mis en œuvre !
- Il faut rappeler que ces nouveaux programmes sont mis en place dans tous les niveaux simultanément, sans manuels adaptés et sans accompagnement solide des enseignants. Le SE-UNSA rappelle d'autre part que leur lourdeur n'est guère compatible avec une réduction de deux heures de la semaine scolaire.

- **Les stages de remise à niveau :**

- On frise l'absurde sur ce point : «*succès croissant*», «*intérêt*», «*organisation améliorée*»... Tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes...
- Sauf qu'on peut lire plus loin qu'«*aucune évaluation qualitative n'est conduite ou même envisagée*». Sans commentaire.

- **L'accompagnement éducatif dans les écoles de l'éducation prioritaire :**
 - o Le constat n'est pas plus encourageant : accumulation de dispositifs, saturation des enseignants et des élèves dans une semaine de quatre jours où il faut placer aide personnalisée et travail en équipe...
 - o On atteint effectivement les limites d'une politique qui confine à l'absurde : le transfert hors du temps scolaire de la prise en charge des difficultés d'apprentissage ne peut être une solution viable à terme.

✓ **La mise en œuvre de la réforme ne peut être utilisée comme prétexte à réformer le statut et la gestion des personnels.**

- o La note affirme que toutes ces réformes *«comportent en elles-mêmes de profondes modifications dans la définition du service des enseignants»*, l'individualisation du service, la différenciation des activités du service obligatoire, la possibilité de faire des heures supplémentaires, *«l'implication personnelle des enseignants dans la prise en charge de la réussite de leurs élèves»*, les règlements des mouvements du personnel et la réorganisation d'une partie des Rased. Pour le SE-UNSA, que des réformes «éducatives» servent d'alibi à des modifications fonctionnelles n'est pas acceptable. La gestion des personnels doit faire l'objet d'une concertation spécifique et ne peut pas s'imposer comme un simple corollaire.
- o **«Le succès des réformes a apaisé les tensions et permet d'envisager de progresser dans la modernisation de la gestion des enseignants sur deux points en particulier, celui du suivi des services et celui de l'individualisation de l'affectation»**. L'inspection générale est-elle vraiment allée dans les écoles pour conclure ainsi son rapport sur les réformes en cours ? Nos collègues sont sous pression pour mettre en œuvre des réformes qui n'apportent pas d'amélioration significative de la réussite des élèves et qui sont ressenties comme une détérioration des conditions d'exercice de leur métier. Comment peut-on prétendre qu'il faut aller plus loin encore ? Et, en particulier, imposer à l'occasion de ces réformes «pédagogiques» qui complexifient résolument le fonctionnement des écoles, des réformes «structurelles» et «statutaires», dont on ne voit pas en quoi elles constitueraient une réponse à la difficulté scolaire ? Peut-on faire remarquer que si la réussite des élèves dépendait de la structure juridique et administrative des établissements et si l'établissement public «type EPLE» était la solution, nous n'aurions plus depuis longtemps d'élèves en échec au collège...